



Le Tam-Tam du Garlaban



n° 20

Bulletin du Groupe Peuples Solidaires du pays d'Aubagne

Avril 2011

Initiatives

Ce printemps, vous pourrez :

- marcher et écouter lors de notre balade contée de printemps le **dimanche 17 avril** à Aubagne, au domaine de la Font de Mai
- participer à notre Assemblée Générale le **mardi 12 avril** à 20h30, à la maison de la vie associative
- envoyer un mail pour dénoncer les politiques discriminatoires et sexistes des entreprises multinationales Dole, Chiquita et Del Monte !
- participer à la semaine du commerce équitable en **mai**.

Dimanche 17 Avril



Balade contée au domaine de la Font de Mai

Venez randonner accompagnés d'un guide, de chanteurs, de musiciens et de conteurs d'Afrique et de Méditerranée dans les collines de Marcel Pagnol et venez découvrir le domaine de la Font de Mai.

Rendez-vous 9h30

**parking de la gare (coté route d'Eoures)
à Aubagne**

(voir plan page 2)

Participation adulte : 10€

Tel : 04.91.271.332

N'oubliez pas boisson, pique-nique et de venir bien chaussés !

Mardi 12 Avril à 20h30

**Assemblée Générale
du Groupe Peuples Solidaires
pays d'Aubagne**

**A la maison de la vie associative
Avenue Marcel Pagnol AUBAGNE**

Editorial



Un nouveau printemps et la possibilité d'aller randonner dans les collines de Marcel Pagnol au départ de la Font de Mai. Cette balade, comme d'habitude avec notre guide, les conteurs, les musiciens, ... nous fera découvrir un domaine unique et préservé que nous atteindrons en car. Cela sera l'occasion de faire le point sur nos différentes actions (ici et là-bas) : le partenariat avec le comité villageois de Kalembouly, les Appels urgents de Peuples Solidaires, la campagne «Le juste fruit», le forum social mondial de Dakar où Carmen était présente.

Sommaire

Balade contée

Mission à Kalembouly

La campagne «le juste fruit»

Le forum social mondial

Acheter équitable

7 rue martinot
(prolongement rue Rastègue)

la boutique s'appelle
"monde équitable"

ouvert du mardi au samedi
de 10h à 18h30

[<acs.aubagne@orange.fr>](mailto:acs.aubagne@orange.fr)

Balade contée à la Font de Mai AUBAGNE



Le rendez-vous est fixé à 9h30

au parking de la gare (coté route d'Euures) à Aubagne.

De là nous monterons en car jusqu'à l'entrée du chemin de la Font de Mai.

Notre guide Jo nous fera alors visiter le domaine de la Font de Mai et ses environs pour en faire son historique. Nous continuerons notre balade en montant vers les collines de Pagnol où des surprises nous attendent. Et bien sur c'est notre fidèle ami Mohamed Adi conteur de l'association Le Pied Nu qui nous les a préparé avec ses amis musiciens et troubadours de tout poil. Maryse et Juliette des conteuses en herbe viendront également se joindre aux joyeux lurons !!!!

Thème de cette année : les mille et un contes marseillais,

Qu'on se le dise !!

Soutenez nos actions, adhérez et/ou faites un don :

Nom, prénom :

Adresse :

- Déclare adhérer au Groupe Peuples Solidaires du pays d'Aubagne (cotisation de base : 5 €)
- Verse la somme de € (déductible en partie des impôts dans une certaine limite... !)

A renvoyer : **GRUPE PEUPLES SOLIDAIRES** pays d'Aubagne
c/o André SEILER Impasse du Castellet 13400 AUBAGNE

Et à Kalembouly comment ça va ?

Compte-rendu de la mission Février 2010 à Kalembouly.

Vous voulez faire un petit tour au village ? Il paraît qu'il y a à présent 1500 habitants, nous ne les connaissons pas tous ! Vous serez bien accueillis comme nous par les responsables des maisons en voûtes nubiennes, une association qui gère l'entretien des bâtiments et l'hébergement. Nous étions huit dont six du groupe d'Aubagne. Le bénéfice lié aux hébergements sert aux réparations et entretien. Il y a un nouvel abri en branchages dans la cour, ce qui est bien confortable pour discuter dehors : il faisait très chaud au mois de Janvier. Nous sommes heureux de nous faire livrer le bon pain par Thomas à qui nous avons financé la formation de boulanger et en a fait son métier et des jeunes femmes ont fait les repas. La clôture en banco de la cour est à moitié détruite par les fortes pluies de l'automne.

Joachim entre autres nous a facilité le séjour . Il est aussi le correspondant sanitaire du village en lien avec le centre de santé de Siby. Nous lui avons remis un peu de matériel de base pour des premiers soins ordinaires ce qui n'a pas empêché que Myriam connue comme infirmière passe énormément de temps à soigner des plaies ou à diriger vers le Centre de santé communal.

Il y a de nouveaux voisins à ces maisons, le deuxième instituteur de Kalembouly et sa famille habitent l'ancienne maison d'accouchement qui a été un peu transformée. La deuxième classe fonctionne depuis la rentrée, dans le CE1 il y a 35 filles et 28 garçons. Les enfants font toujours plaisir à voir dans leur enthousiasme et leur bonne humeur. Tout va bien également pour l'ancienne école commune Bitiako –Kalembouly qui est destinée à devenir le Collège du secteur. La mairie a cette année distribué des fournitures mais cela ne suffit pas et pour le complément il y a notre dotation disponible à la banque du village.

Tous les forages fonctionnent actuellement. Il est prévu que l'utilisation des pompes soit payante pour financer les réparations. La Mairie de Siby est chargée des réparations.

Le barrage est terminé pour le gros de la retenue en terre, les villageois le recouvrent eux-mêmes de pierres comme un dallage pour le renforcer et à ce jour c'est pratiquement terminé.

Nous avons financé 1 500 000 cfa pour le barrage. A notre passage le niveau de l'eau était encore haut .

Futurs touristes venez admirer les troupeaux de zébus s'abreuvant sur les rives et rentrer au soleil couchant ! Il paraît qu'il y a un caïman aussi !

Le jardin tourne bien, ils ont des clients des villages voisins. Lambert de l'association Ocades a pu calculer leur bénéfice. Il pense qu'un quatrième puits est nécessaire dans le jardin.

Le bâtiment pour accueillir la plateforme meunière est terminé. Les machines devraient être installées maintenant, l'OCADES les a financées et assure également une aide dans le suivi de la gestion de cette plateforme par l'association de femmes qui s'était assez motivée pour réunir 400 000 cfa de cotisation. Le coût total est de 2 600 000 cfa et nous avons financé les 600 000 cfa du bâtiment.

Il y a également une association de femmes qui a commencé la fabrication des savons .

Les fortes pluies de l'automne ont provoqué l'effondrement de plusieurs maisons dans le village et nous avons donné un forfait de 500 000 Cfa pour les reconstructions. La préfecture a procédé au recensement de ces maisons, entre 5 et 10. Nous aimerions favoriser le type de construction en voûtes nubiennes.

Nous avons appris que les producteurs de coton, pratiquement tout le village, cultivent du coton OGM car ils sont pris dans le système d'achat à crédit des graines, des engrais et des pesticides à la Sofitex . Cette société a le monopole car elle organise l'achat du coton et elle fait les prix. Au final cette année les semences ont coûté 10 fois plus cher et malgré un prix d'achat meilleur que l'an dernier le bénéfice était réduit. Certains essaient de sortir de cette culture unique et font des céréales à côté. Nous avons abordé avec eux les risques d'accaparement des terres cultivables par des personnes riches et haut placées dans le pays ou de pays étrangers.

Idrissa a remplacé Robert pour être l'intermédiaire dans le suivi et les relations avec notre groupe, et il est très efficace. Nous avons passé ces quelques jours dans une ambiance amicale et détendue entre les réunions, visites et suivi de nos finances. Le dernier jour les femmes ont organisé une fête et elles ont dansé avec leur fougue habituelle. On pense déjà à la prochaine fois, Robert a déjà plein d'idées ...

Marité, Myriam, Sylvie, André, Claude, Robert

Campagne de Peuples Solidaires

Le juste fruit !

Faites campagne avec nous pour le respect des droits des travailleurs-ses et de l'environnement dans la production de banane et d'ananas. Découvrez ce qui se cache derrière ces fruits savoureux !

www.lejustefruit.org

Pourquoi une campagne sur les bananes et les ananas ?

La banane est le fruit le plus commercialisé au monde. Le commerce international de l'ananas se développe rapidement: un ananas sur deux est aujourd'hui produit pour l'exportation. Les filières d'approvisionnement en bananes et en ananas sont très similaires: les fruits sont produits dans les mêmes pays et impliquent les mêmes entreprises. Or, les violations des droits sociaux et environnementaux sont fréquentes dans les deux filières et souvent la situation empire.

Notre campagne c'est:

- Promouvoir des filières bananes et ananas justes et durables
- Défendre les droits sociaux et environnementaux dans les pays producteurs
- Donner aux voix du Sud un espace afin qu'elles soient entendues
- Faire le lien entre pays producteurs et pays consommateurs en faisant campagne ensemble
- Encourager des nouvelles politiques et pratiques commerciales internationales

Que demande plus spécifiquement la campagne « Le juste fruit ! » ?

Nous voulons que les **supermarchés**, en tant qu'acteurs les plus puissants des filières banane et ananas, paient un prix juste à leurs fournisseurs

Nous voulons que les **multinationales du fruit** et les **supermarchés** garantissent:

- le versement d'un salaire minimum vital dans les plantations où ils se fournissent
- le respect des droits des travailleurs-ses, notamment la liberté syndicale.
- le respect de l'environnement, en réduisant l'utilisation de pesticides toxiques

Nous voulons que les **gouvernements** :

- règlementent les abus dans les pratiques d'achat des supermarchés.
- obligent les multinationales à respecter les droits des travailleurs-ses et de l'environnement dans les pays producteurs.
- soutiennent des politiques qui favorisent une production de fruits exotiques durable, juste, et équitable.

Pour que cette campagne donne des résultats, nous avons besoin de vous ! Les consommateurs-trices et citoyen-ne-s ont le pouvoir de faire pression sur les responsables pour qu'ils améliorent la situation dans les filières de bananes et d'ananas.

Banana Link ; Spolecnost pro Fair Trade ; BanaFair ; Peuples Solidaires

Le 8 mars, les femmes n'ont pas la banane!

Le 100ème anniversaire de la Journée internationale des femmes est l'occasion pour Colsiba, la Coordination latino-américaine des travailleurs-ses de la banane, d'interpeller trois des plus grandes multinationales du fruit : Chiquita, Dole et Del Monte sur les politiques discriminatoires et sexistes qu'elles pratiquent vis-à-vis des femmes.

Les exemples sont nombreux : discrimination à l'embauche, tests de grossesse avant recrutement, harcèlement sexuel, accès limité au congé maternité, etc. Que ce soit au Guatemala, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Honduras ou au Pérou, ces situations montrent quotidiennement que les droits des femmes au travail sont encore loin d'être acquis.

Ainsi, Colsiba fait appel à la solidarité internationale pour dénoncer ces pratiques et exiger un engagement concret de la part de ces entreprises afin de mettre un terme aux violations des droits spécifiques des femmes, que ce soit dans leurs propres plantations ou dans les plantations où elles se fournissent.

[Signez l'Appel urgent sur le site de la campagne Le Juste fruit !](#)

**Forum Social Mondial : février 2011.
Délégation Peuples Solidaires
au sein de celle du CRID
(Centre de Recherche et de Développement).**

Premiers contacts avec Dakar, ville en expansion comme beaucoup de capitale africaine : urbanisation anarchique, enseignes des multinationales flottant sur de nombreux édifices, belle promenade de front de mer digne de nos cités balnéaires alors que les populations pauvres survivent de petits boulots, sont refoulées à la périphérie et que beaucoup de jeunes sont sans perspective de travail.

Dimanche dans une ambiance chaude, colorée, ce fut la grande marche « Ensemble pour un monde meilleur ». Nombreuses étaient les délégations africaines pour revendiquer leurs droits et exprimer leur volonté de prendre leur destin en main. Et en particulier, les femmes étaient en première ligne. Dans l'enceinte de l'université de Dakar où se tenait le FSM, j'ai pu « apprécier » les conditions de travail difficiles pour les étudiants sénégalais, le courage des nouveaux bacheliers revendiquant leur droit à s'inscrire en fac !

Les enjeux pour notre délégation Peuples Solidaires (Pso) portaient sur les questions de la Souveraineté Alimentaire (SA) en particulier les accaparements de terre, la dignité au travail avec les conditions et la responsabilité des entreprises toutes ces thématiques sous-tendues par les questions de genre : droits des femmes et protections de leurs droits. Vous trouverez bientôt sur le site Pso, le bilan complet de tous les membres de la délégation mais aussi le périple d'Irène, membre de Pso, entre Nancy et Dakar en vélo et son travail de sensibilisation. Un exploit !

L'accaparement des terres à grande ou petite échelle, quelles que soient ses causes, corruption, spéculation financière et foncière, recherche de devises, prive de plus en plus de paysans de leur terre et par conséquent de leur droit à l'alimentation.

L'appel de Dakar que vous pouvez lire dans ce journal fut un grand moment d'écriture car il est le fruit d'un travail collectif d'organisations de tous pays. Lors de l'assemblée de convergence, beaucoup ont pris la parole et en particulier les partenaires des pays du Sud . Ce sont ces organisations paysannes qu'il faut aider, appuyer dans leurs revendications. C'est le rôle de Pso.

Forum social Mondial Dakar Sénégal 2011

À l'occasion de ce forum avec l'appui de la Fédération, des groupes de Pso ont financé la venue et la participation de

certaines représentants des organisations impliquées dans leur relation de terrain. Qu'ils soient du Sénégal ou du Burkina Faso, ils nous ont fait part de la joie d'avoir pu être présents et de l'importance d'avoir pu participer aux débats du forum et de la richesse des contacts qu'ils ont pu établir. Et pourtant le voyage fut long et rude pour eux : 3 jours entre leur village du BF et Dakar !

L'autre moment important pour notre délégation Pso fut la visite de Diossong (près de Foundiougne "http://senegalaisement.com/senegal/photos_galerie_senegal.php?mcle=Foundiougne") avec les représentants d'Action Aid Sénégal (AA).

Une approche différente de l'action de terrain vis-à-vis des populations locales et des partenariats avec les collectivités locales par AAI. J'ai été très intéressée, dans le cadre de l'accès des femmes à l'économie, par les assemblées de femmes qui construisent leurs projets dans une démarche collective de co-construction. Comment elles s'organisent pour décider par elles-mêmes. Fatou qui nous avait conquis lors de sa visite à Aubagne lors de sa conférence sur les agro carburants était présente et ce fut une joie de la retrouver. Elle se souvient encore notre accueil et nous embrasse tous et toutes.

J'ai eu la chance de pouvoir participer à deux FSM, le premier à Belém dans une délégation de la ville, cette année à titre privé dans un collectif de solidarité internationale. C'est une expérience importante, formatrice. Il existe des hommes et femmes qui croient encore et toujours en un monde meilleur et se rassemblent pour le crier.

Ce fut un grand moment à partager !

Appel de Dakar contre les accaparements de terres

Nous, organisations paysannes, organisations non-gouvernementales, organisations confessionnelles, syndicats et autres mouvement sociaux, réunis à Dakar pour le Forum Social Mondial de 2011 :

Considérant que les agricultures paysannes et familiales, regroupant la majorité des agriculteurs-trices du monde, sont les mieux placées pour :

- répondre à leurs besoins alimentaires et ceux des populations, assurant la sécurité et la souveraineté alimentaires des pays,
- fournir des emplois aux populations rurales et maintenir un tissu économique en zones rurales, clé d'un développement territorial équilibré,
- produire en respectant l'environnement et en sauvegardant les ressources naturelles pour les générations futures ;

Considérant que les récents accaparements massifs au profit d'intérêts privés ou d'Etats tiers ciblant des dizaines de millions d'hectares - que ce soit pour des raisons alimentaires, énergétiques, minières, environnementales, spéculatives, géopolitiques - portent atteinte aux droits humains en privant les communautés locales, indigènes, paysannes, pastorale, et de pêcheur artisanale de leurs moyens de production, en restreignant leur accès aux ressources naturelles ou en leur ôtant leur liberté de produire comme ils le souhaitent et qu'ils aggravent les inégalités d'accès et de contrôle foncier des femmes ;

Considérant que les investisseurs et les gouvernements complices menacent le droit alimentaire des populations rurales, qu'ils les condamnent à subir un chômage endémique et un exode rural, qu'ils exacerbent pauvreté et conflits et qu'ils contribuent à la perte des connaissances, savoir-faire agricoles et identités culturelles;

Considérant enfin que la gestion foncière, ainsi que le respect des droits des peuples, sont d'abord sous la juridiction des parlements et gouvernements nationaux et que ces derniers portent la plus grande part de responsabilité dans ces accaparements ;

Nous en appelons aux parlements et aux gouvernements nationaux pour que cessent immédiatement tous les accaparements fonciers massifs en cours ou à venir et que soient restituées les terres spoliées. Nous ordonnons aux gouvernements d'arrêter d'oppresser et de criminaliser les mouvements de luttés pour les terres et de libérer les militants illégitimement emprisonnés. Nous exigeons des gouvernements nationaux qu'ils mettent en place un cadre effectif de reconnaissance et de régulation des droits fonciers des usagers à travers une consultation de toutes les parties prenantes et en préalable à toute cession massive des terres. Cela requiert de mettre fin à la corruption et au clientélisme, qui invalident toute tentative de gestion foncière partagée.

Nous exigeons des Unions Régionales d'États, de la FAO et des institutions nationales et internationales

qu'elles mettent immédiatement en place les engagements qui ont été pris lors de la Conférence Internationale pour la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR*) de 2006, à savoir la sécurisation des droits fonciers des usagers, la relance des processus de réformes agraires basés sur un accès équitable aux ressources naturelles et le développement rural pour le bien-être de tous. Nous réclamons que le processus de construction des Directives de la FAO* soit renforcé et qu'il s'appuie sur les droits humains tels qu'ils sont définis dans les différentes chartes et pactes internationaux - ces droits ne pouvant être effectifs que si des instruments juridiques contraignants sont mis en place au niveau national et international afin que les Etats respectent leurs engagements. Par ailleurs, il incombe à chaque Etat d'être responsable vis à vis de l'impact de ces politiques ou des activités de ses entreprises dans les pays ciblés par les investissements. De même, il faut réaffirmer la suprématie des droits humains sur le commerce et la finance internationale, à l'origine des spéculations sur les ressources naturelles et les biens agricoles.

Parallèlement, nous invitons le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA*) à rejeter définitivement les Principes¹ pour des Investissements Agricoles Responsables (RAI*) de la Banque Mondiale, qui sont illégitimes et inadéquats pour traiter le phénomène, et à inclure les engagements de la CIRADR ainsi que les conclusions du rapport d'Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et Technologies Agricoles pour le Développement (IAASTD*) dans son Cadre d'Action Globale.

Nous exigeons que les Etats, organisations régionales et institutions internationales mettent en place les investissements nécessaires pour soutenir les alternatives à la cession massive de terres et à l'agro-industrie portées par les agricultures familiales et la production vivrière agro-écologique. Des politiques agricoles appropriées devront prendre en compte les différents types de producteurs (peuples autochtones, éleveurs nomades, pêcheurs artisanaux, paysans et bénéficiaires des réformes agraires) et répondre plus spécifiquement aux besoins des femmes et des jeunes.

Enfin, **nous invitons les citoyen-ne-s et les organisations de la société civile du monde entier** à soutenir - par tous les moyens humains, médiatiques, juridiques, financiers et populaires possibles - tous ceux qui luttent contre les accaparements de terres et à faire pression sur les gouvernements nationaux et sur les institutions internationales pour qu'ils remplissent leurs obligations vis à vis des droits des peuples.

Nous avons tous le devoir de résister et d'accompagner les peuples qui se battent pour leur dignité !